

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1168 le 21 février 2021

Dans ce numéro

Le patron de Blackwater aurait mis sur pieds un commando destiné à éliminer de hauts responsables libyens, selon le *New York Times*...
(Page 2)

En Éthiopie, démantèlement d'une cellule terroriste ayant planifié une attaque contre l'ambassade des Émirats arabes unis...
(Page 4)

Incursion de quatre navires gouvernementaux chinois dans les eaux territoriales japonaises...
(Page 5)

Washington et Tel Aviv annoncent le début du développement du système antimissile *Arrow 4*...
(Page 6)

Une partie des services de Facebook bloqués en Australie...
(Page 7)

Israël en passe d'acquérir une nouvelle escadrille d'avions de combat F-35...
(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Le laboratoire américain Pfizer aurait fait l'objet d'une attaque informatique menée par des hackers nord-coréens...

1 580 000 : c'est le nombre de tentatives de cyberattaques repérées chaque jour en Corée du Sud depuis le début de l'année. Il s'agit d'une augmentation de 32% par rapport à la même période l'an passé. Et ce sont des hackers nord-coréens qui en sont à l'origine pour la plupart. Leur but : dérober de l'argent et des technologies de pointe, ou encore obtenir des données sur les vaccins et les traitements contre la Covid-19. Deux députés membres de la commission parlementaire du renseignement ont relayé hier cette information révélée le même jour par le patron du Service national du renseignement (NIS). L'un de ces élus, Ha Tae-keung, du Parti du pouvoir du peuple (PPP), la principale force de l'opposition, a affirmé que les espions numériques nord-coréens avaient aussi piraté le laboratoire américain Pfizer. Cela dit, le NIS n'a pas mentionné son nom. Le service de renseignement sud-coréen estime par ailleurs que récemment, le pays communiste a considérablement réduit la durée du service militaire, et ce pour mobiliser plus de main d'œuvre sur les chantiers économiques.
(KBS World Radio, le 17-02-2021)

Début du démantèlement d'une base militaire des Émirats arabes unis implantée en Érythrée...

Les Émirats arabes unis démantèlent en partie leur base militaire en Érythrée. Les Émirats avaient construit un port et prolongé une piste d'atterrissage à Assab en 2015, des infrastructures utilisées pour le transport d'armes lourdes et de troupes soudanaises dans la cadre de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite au Yémen pour combattre les rebelles houthis. Les Émirats se sont retirés de cette coalition d'où les démantèlements en cours qui sont visibles sur des photos satellites analysées par l'*Associated Press*.
(Deutsche Welle, le 18-02-2021)

Washington approuve la vente de 168 missiles tactiques à l'Égypte...

Le gouvernement américain de Joe Biden a approuvé mardi une vente d'armes de près de 200 millions de dollars à l'Égypte, mais s'est engagé à faire pression sur la question des droits humains après qu'un militant américain a évoqué un harcèlement de sa famille. L'administration Biden, qui s'est engagée à cesser de soutenir les opérations saoudiennes dans le conflit au Yémen et qui réexamine une vente d'avions de combat aux Émirats arabes unis, a déclaré avoir approuvé la vente de 168 missiles tactiques à l'Égypte. Dans un communiqué, le département d'État a annoncé avoir approuvé la vente, soumise à un examen du Congrès, car l'Égypte continue d'être un partenaire stratégique important au Moyen-Orient. Le nouveau président américain a promis d'adopter une position plus ferme sur la question des droits humains que son prédécesseur Donald Trump
(Africa Radio, le 17-02-2021)

Une attaque à la roquette contre une base aérienne du nord de l'Irak revendiquée par Awliya Al-Dam...

Une salve de roquettes a frappé lundi soir une base aérienne dans le Kurdistan irakien, tuant un employé civil et en blessant cinq autres, ainsi qu'un soldat américain, a annoncé la coalition menée par les États-Unis. Au moins trois roquettes ont été tirées vers Erbil, la capitale de cette région autonome du nord de l'Irak. L'une a atteint une base aérienne sur laquelle des troupes américaines sont stationnées, selon la coalition. L'attaque a été revendiquée en ligne par un groupe peu connu qui se fait appeler Awliya Al-Dam, c'est à dire Les gardiens du sang.

(La voix de l'Amérique, le 16-02-2021)

Cinq Russes et un Libyen en provenance de Syrie interpellés par les garde-frontières turcs...

Les autorités turques ont arrêté cinq Russes, dont une djihadiste présumée et un Libyen, qui tentaient de franchir illégalement la frontière syrienne vers la Turquie, a annoncé le ministère turc de la Défense mercredi. « Nos garde-frontières stationnés dans le district de Narlica à Hatay ont arrêté six personnes tentant de passer illégalement de la Syrie vers la Turquie, un Libyen et cinq Russes » a affirmé le ministère dans un communiqué. Parmi les Russes arrêtés figure une femme recherchée pour appartenance présumée au groupe État islamique a ajouté le ministère. Une autre membre présumée de l'État islamique, de nationalité néo-zélandaise, accompagnée de ses deux enfants, a été arrêtée cette semaine par les autorités turques à la frontière syrienne. Dans les années qui ont suivi le début du conflit en Syrie, en 2011, la Turquie a été l'un des principaux points de transit des djihadistes cherchant à rejoindre ce pays en guerre. Longtemps accusée de fermer les yeux sur ces passages, Ankara annonce désormais régulièrement l'arrestation de djihadistes présumés qui entrent sur son territoire.

(Africa Radio, le 17-02-2021)

Le ministère turc de la Défense a déclaré que six individus, dont cinq Russes et un Libyen, ont été interpellés à la frontière alors qu'ils tentaient d'entrer illégalement dans le pays depuis la Syrie. Dans un communiqué partagé mercredi, le ministère a écrit : « Les services de sécurité ont intercepté six personnes, dont cinq Russes et un Libyen, qui tentaient d'entrer illégalement dans notre pays depuis la Syrie. Une ressortissante russe qui faisait partie des personnes arrêtées était membre de l'organisation terroriste Daesh recherchée par notice rouge. »

(La voix de la Turquie, le 18-02-2021)

Le patron de Blackwater aurait mis sur pieds un commando destiné à éliminer de hauts responsables libyens, selon le New York Times...

Selon un rapport accablant et confidentiel, le patron de la société de sécurité privée Blackwater, Erik Prince, aurait envoyé des armes et des mercenaires étrangers en soutien au maréchal Khalifa Haftar. C'est ce que révèlent le *New York Times* et le *Washington Post*. Erik Prince aurait mis sur pieds une opération prévoyant la formation d'un commando pour traquer et tuer de hauts responsables libyens.

(Médi-1, le 20-02-2021)

Le rapport confidentiel élaboré par les Nations unies concernant les relations du putschiste Khalifa Haftar avec les tiers, a été révélé dans la presse. Selon ce rapport, une opération avait été planifiée en juin 2019 avec des hélicoptères d'assaut et des avions de reconnaissance pour venir en soutien à Haftar. Le fondateur de la compagnie américaine de sécurité Blackwater, Erik Prince, ainsi que trois experts en sécurité originaires de l'Australie, de l'Angleterre et de l'Afrique du Sud avaient été désignés pour diriger cette opération baptisée *Opus*. Trois compagnies siégeant aux Émirats arabes unis ont été utilisées pour la planification, la direction et le financement de l'opération. L'opération d'un coût de 80 millions de dollars prévoyait notamment l'enlèvement et l'assassinat de hauts responsables libyens. L'équipe opérationnelle constituée de mercenaires était arrivée le 25 juin 2019 à Benghazi, mais l'opération a été annulée suite à un désaccord avec Haftar. Une deuxième initiative dans le cadre de ce plan a été lancée en avril 2020. Celle-ci a également été annulée du fait que les aéronefs utilisés pouvaient être neutralisés par les systèmes de défense aérienne du Gouvernement d'entente nationale.

(La voix de la Turquie, le 20-02-2021)

Erik Prince, fondateur de la sulfureuse société de sécurité privée Blackwater et farouche partisan de l'ancien président américain Donald Trump, a violé l'embargo de l'ONU sur les armes en Libye, selon un rapport confidentiel révélé vendredi dans la presse. Les quotidiens *New York Times* et *Washington Post* ont eu accès à ce rapport de 121 pages compilé par des enquêteurs de l'ONU pour le Conseil de sécurité. Selon lui, Erik Prince a envoyé des mercenaires étrangers et des armes à Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est de la Libye, alors qu'il tentait de faire chuter le gouvernement libyen soutenu par la communauté internationale en 2019. Cette opération, d'un montant de 80 millions de dollars, prévoyait la formation d'un commando pour traquer et tuer de hauts responsables libyens, dont certains potentiellement détenteurs de passeports européens, rapporte le *New York Times*. Erik Prince, qui est aussi le frère de l'ancienne ministre de l'Éducation Betsy DeVos, est le fondateur de la société de sécurité privée Blackwater - dont quatre ex-agents reconnus coupables du meurtre de quatorze civils irakiens en 2007 à Bagdad - ont été graciés par Donald Trump en décembre 2020. Les accusations du rapport pourraient conduire à des sanctions à l'encontre de M. Prince, dont une interdiction de voyager, selon le *Times*.

(Africa Radio, le 20-02-2021)

Quatre terroristes présumés abattus par les forces armées maliennes dans la région de Segou...

Quatre terroristes ont été tués dans la nuit de dimanche dans l'attaque d'un check-point à Macina, région de Ségou, a annoncé ce lundi un communiqué des forces armées maliennes. Selon le communiqué, il s'agit du check-point à la sortie de Macina qui a été attaqué dimanche soir aux environs de 23h30 par des éléments des groupes armés terroristes à bord d'un pick-up et sur des motos. « Les forces maliennes ont énergiquement réagi. Suite à cette riposte, quatre terroristes ont été neutralisés » ont ajouté les militaires, précisant qu'il n'y avait aucune victime ni de dégâts matériels dans les rangs des forces maliennes. Un ratissage est désormais lancé pour traquer d'éventuelles présences terroristes dans le secteur.

(Radio Chine internationale, le 15-02-2021)

Un millier de militaires tchadiens déployés dans la zone dite des trois frontières...

Le président tchadien Idriss Déby Itno a annoncé lundi l'envoi de 1 200 soldats dans la zone dite des trois frontières, entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, pour lutter contre les djihadistes, en marge du sommet du G5 Sahel à N'Djamena, selon un *Tweet* de la présidence. Les ministres de la Défense du G5 Sahel (Tchad, Niger, Mauritanie, Niger, Burkina Faso) se sont rendus lundi à N'Guigmi, au Niger, près de la frontière avec le Tchad, où sont stationnés les soldats qui seront ensuite déployés dans la région des trois frontières, selon la télévision d'État tchadienne. L'envoi de soldats tchadiens avait été initialement annoncé il y a un an lors du précédent sommet de Pau. Mais plusieurs facteurs avaient empêché leur déploiement : une menace djihadiste grandissante sur les bords du lac Tchad, mais également un désaccord constant entre N'Djamena et ses partenaires sur les modalités de ce déploiement. Des questions financières ont notamment conditionné cette opération, le président tchadien réclamant entre autres qu'une partie des primes des soldats déployés soit prise en charge par les partenaires, selon plusieurs sources diplomatiques concordantes au Sahel. « Il y a eu des questions financières qui ont été réglées » a reconnu l'Élysée quelques jours avant le sommet de N'Djamena. L'envoi de soldats était réclamé depuis plusieurs années par la France, partenaire du G5 Sahel, qui souhaite réduire sa présence militaire dans la région, alors que 5 100 soldats français sont actuellement présents dans la zone des trois frontières. Plus de huit ans après le début, dans le nord du Mali, d'une crise sécuritaire qui continue à étendre ses métastases à la sous-région, quasiment pas un jour ne passe, dans les trois principaux pays affectés, sans une attaque contre ce qui reste de représentation de l'État, l'explosion d'une mine artisanale ou des exactions contre les civils. La barre des deux millions de déplacés a été franchie en janvier.

(Africa Radio, le 16-02-2021)

Huit civils tués par des djihadistes présumés dans la zone dite des trois frontières, au Burkina Faso...

Au Burkina Faso au moins huit civils ont été tués hier dans le nord, près de la frontière du Niger, dans une attaque attribuée aux groupes djihadistes. « Des individus armés ont attaqué un car de transport en commun qui reliait Markoye à Dorbel au Niger voisin » a déclaré une source sécuritaire. « Ils ont tiré sur le véhicule et tué sept personnes. Une autre personne a été abattue pendant sa fuite » a expliqué un élu local. « Les victimes sont des commerçants de Markoye qui se rendait au marché hebdomadaire

de Dorbel au Niger » a dit un habitant, ajoutant que les assaillants ont également dépouillé quelques passagers avant de se diriger vers la frontière du Niger. En mai 2020, une quinzaine de commerçants a été tuée dans des circonstances similaires. Craignant ces attaques récurrentes dans le nord, les transporteurs organisent des convois accompagnés par des Volontaires pour la défense de la patrie, des supplétifs des forces de défense qu'ils paient. L'armée escorte parfois ces convois. Lundi, le président tchadien Idriss Déby a annoncé l'envoi de 1 200 soldats dans la zone dite des trois frontières, la région du Liptako Gourma, à cheval entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.
(*La voix de l'Amérique, le 19-02-2021*)

En Éthiopie, démantèlement d'une cellule terroriste ayant planifié une attaque contre l'ambassade des Émirats arabes unis...

La récente arrestation par l'Éthiopie de plusieurs membres présumés de cellules terroristes ayant planifié une attaque à la bombe contre l'ambassade des Émirats arabes unis à Addis-Abeba s'inscrit dans une campagne plus large menée par l'Iran contre Israël et ses alliés du Moyen-Orient, a rapporté lundi le *New York Times*. L'Iran cherche à venger les meurtres du général de haut rang des Gardiens de la révolution, Qassem Soleimani, tué lors d'une frappe de drone américaine en janvier 2020 en Irak, et Mohsen Fakhrazadeh, l'architecte du programme nucléaire iranien, éliminé lors d'une attaque en novembre 2020 que Téhéran a imputée à Israël. L'Iran a nié toute implication et l'Éthiopie ne l'a pas accusé, mais les responsables américains et israéliens ont affirmé au journal que le complot a été définitivement mis au point par Téhéran. Un responsable américain de la défense lie ce complot à un autre qui a eu lieu l'année dernière pour assassiner l'ambassadeur américain en Afrique du Sud. « L'Afrique est un endroit relativement facile pour opérer et l'Éthiopie est préoccupée par d'autres problèmes » a déclaré l'ancien officier de la CIA Bruce Riedel au *Times*. Le rapport note que l'Iran et Israël se sont engagés au fil des ans dans de nombreuses activités les uns contre les autres sur le sol africain, où la sécurité est faible.
(*I24News, le 15-02-2021*)

Cinq personnes soupçonnées d'avoir recruté des combattants pour Daesh en passe d'être jugées en Allemagne...

En Allemagne, le parquet général a annoncé aujourd'hui le procès à venir de cinq personnes déjà arrêtées et soupçonnées d'avoir recruté des combattants pour le compte du groupe État islamique. Combattants qui auraient préparé des attentats sur le sol allemand. Les responsables d'une chaîne *YouTube* étaient notamment visés. Des entraînements avaient même été organisés, selon le parquet antiterroriste. Le procès à venir devrait se dérouler à Düsseldorf, dans l'ouest de l'Allemagne.
(*Deutsche Welle, le 15-02-2021*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Deux partisans présumés de Fethullah Gülen rapatriés d'Ouzbékistan par les services de renseignement turcs...

En Turquie, transfert de deux partisans du prédicateur Fethullah Gülen par les services secrets turcs depuis l'Ouzbékistan aujourd'hui. Ils sont accusés par le pouvoir turc d'être les instigateurs des attentats manqués de 2016.
(*Deutsche Welle, le 15-02-2021*)

Les services de renseignement turcs (MIT) ont réalisé une opération en Ouzbékistan où ils ont interpellés Gurbuz Sevilyay et Tamer Avci, deux membres de l'organisation terroriste FETO en fuite. D'après les informations partagées lundi par des sources sécuritaires turques, Sevilyay et Avci, qui étaient recherchés pour leur rôle au sein du FETO, auteur de la tentative de coup d'état du 15 juillet 2016 en Turquie, ont été retrouvés en Ouzbékistan. Le MIT a alors organisé leur arrestation et a assuré leur rapatriement en Turquie. D'après ces mêmes sources, Gurbuz Sevilyay avait des liens également avec l'organisation terroriste PKK/YPG et ses différentes branches en Syrie et en Irak, appelés KCK, PYD et FDS. Il aurait notamment participé à la fourniture et à l'acheminement d'armes à destination des terroristes et aurait rencontré des cadres de l'organisation terroriste en Syrie.
(*La voix de la Turquie, le 16-02-2021*)

Au Soudan, peine capitale pour vingt-neuf membres des services de renseignement...

La justice soudanaise a confirmé mardi la condamnation à mort de vingt-neuf agents de renseignement

pour le meurtre, en 2019, d'un professeur qui avait participé à des manifestations contre le président de l'époque Omar El-Béchir, destitué la même année, selon l'avocat de la victime. Mort en détention en février 2019 dans l'État de Kassala, Ahmed Al-Khair avait été arrêté pour avoir participé à des manifestations contre l'autocrate qui a dirigé le Soudan sans partage durant trente ans, jusqu'à sa chute en avril de cette année-là. Le décès de cet homme de 36 ans avait suscité l'indignation de la population. « La Cour suprême a décidé cette semaine de confirmer la condamnation à mort, par une juridiction inférieure, de vingt-neuf agents de renseignement accusés de meurtre et de torture » a indiqué l'avocat Adel Abdelghani. « Trois autres accusés ont écopé de trois ans de prison et cinq personnes ont été acquittées » a-t-il ajouté. Les prévenus peuvent toutefois encore se pourvoir en appel devant la Cour constitutionnelle, selon M. Abdelghani.
(Africa Radio, le 17-02-2021)

En Corée du Sud, soupçons de recueil illégal de renseignements politiques...

Alors que le directeur du Service national du renseignement (NIS), Park Ji-won, a demandé à l'Assemblée nationale d'élaborer une loi spéciale destinée à faire la lumière sur des inspections illégales perpétrées, par le passé, par les organes du renseignement d'État, la police et le Commandement de soutien pour la sécurité de défense (DSSC) ont rendu compte sur ce sujet, hier, au Parlement. D'abord, la police a reconnu qu'il y avait eu des surveillances illicites sous le gouvernement de Park Geun-hye, en dépit de l'interdiction de la collecte de renseignements politiques par son prédécesseur, Roh Moo-hyun. En effet, il s'est avéré que de hauts officiels de l'époque, dont le secrétaire général de la présidente déchu, Lee Byung-ki, avaient fait recueillir illégalement aux services de renseignement des informations sur plusieurs personnages et sur les élections. En revanche, le Commandement du renseignement de l'armée a rapporté que l'administration de Lee Myung-bak, le prédécesseur conservateur de Park, n'a pas ordonné ni effectué de tels actes. Les partis politiques se seraient mis d'accord pour vérifier également ce qui s'est passé pendant les mandats de Kim Dae-jung et Roh Moo-hyun, deux anciens présidents de centre-gauche qui étaient au pouvoir, respectivement, entre 1998 et 2003 et entre 2003 et 2008. Ils envisagent, pour l'heure, de se faire briefier par les institutions liées aux services secrets avant de décider de la divulgation ou non des informations concernées.

(KBS World Radio, le 18-02-2021)

... MILITAIRE ...

Incursion de quatre navires gouvernementaux chinois dans les eaux territoriales japonaises...

Les responsables des garde-côtes japonais rapportent que quatre navires du gouvernement chinois ont quitté les eaux territoriales nippones au large des îles Senkaku, en mer de Chine orientale. Les garde-côtes sont en état d'alerte, car l'un des bateaux était vraisemblablement équipé d'un canon. Les responsables indiquent que deux navires chinois ont pénétré les eaux territoriales japonaises vers midi lundi. Les deux autres sont arrivés peu après 4 heures du matin mardi. Ils se seraient approchés d'un bateau de pêche japonais circulant dans la zone. Deux des navires chinois, dont celui semblant transporter un canon, ont quitté les eaux territoriales vers 10 heures mardi. Les deux autres sont partis l'après-midi, le même jour. Début février, Pékin a promulgué une loi autorisant ses garde-côtes à utiliser des armes contre les bateaux étrangers qui pénètrent illégalement dans les zones considérées comme faisant partie des eaux territoriales chinoises. Les responsables de la partie japonaise soulignent que c'est la première fois qu'un navire équipé d'une pièce d'artillerie lourde entre dans les eaux nippones depuis l'entrée en vigueur de cette loi. Rappelons que le Japon contrôle les îles Senkaku, mais que la Chine et Taïwan les revendiquent. Le gouvernement nippon maintient qu'il n'y a aucune question de souveraineté territoriale à résoudre.

(Radio Japon international, le 16-02-2021)

Manœuvres navales internationales au sud-ouest du Japon...

Au Japon, les Forces maritimes d'autodéfense ont organisé des manœuvres militaires conjointes avec des navires américains et français au large de Kyushu, dans le sud-ouest du pays. Selon elles, le navire nippon de ravitaillement *Hamana*, le destroyer américain *Curtis Wilbur* et la frégate française *Prairial* ont effectué un exercice trilatéral de ravitaillement en mer vendredi. Le Japon et la France ont signé en 2019 les accords d'acquisition et de services croisés. Ces derniers permettent aux forces de défense des deux pays de fournir réciproquement de l'approvisionnement, comme de la nourriture, du carburant et des munitions. L'exercice de réapprovisionnement en mer est la première action de ce

type dans le cadre de ces accords. La frégate française, qui a participé à l'exercice, est déployée en mer de Chine orientale depuis février afin de surveiller les transferts de navire à navire de la Corée du Nord. L'objectif de cet exercice de ravitaillement, en plus de fournir un soutien logistique, était apparemment de faire une démonstration de la solide coopération entre les pays, alors que la Chine intensifie ses activités maritimes.

(Radio Japon international, le 21-02-2021)

Un Nord-Coréen capturé par l'armée sud-coréenne après avoir franchi la frontière...

L'inconnu appréhendé hier par l'armée près de la frontière s'est finalement avéré un Nord-Coréen. Selon les premières informations données aujourd'hui par l'état-major interarmées (JCS), cet homme serait passé au Sud en traversant d'abord la frontière par la mer et en empruntant ensuite des zones côtières de barbelés et des conduites d'évacuation d'eau, et ce afin d'échapper à la surveillance des militaires sud-coréens. Il aurait été équipé d'une combinaison et de palmes de plongée. Le JCS a alors pointé des lacunes dans la réaction des troupes concernées. Selon lui, si le fugitif a été vu à plusieurs reprises sur les caméras de surveillance après son arrivée sur la côte, des mesures adéquates n'ont pas été prises. Et les installations permettant de bloquer les conduites d'évacuation ont elles aussi été insuffisantes. Une situation considérée comme grave. Pour rappel, le ressortissant nord-coréen a été détecté hier vers 4h20 par les caméras, alors qu'il se dirigeait vers le sud depuis la ligne de contrôle civile (CCL). Il a été capturé trois heures plus tard. Lors de son interrogatoire, il aurait manifesté son intention de faire défection au Sud.

(KBS World Radio, le 17-02-2021)

Activité détectée sur un site nord-coréen supposé abriter des missiles balistiques intercontinentaux...

La Corée du Nord poursuivrait des activités de faible ampleur dans sa base de Yusang-ni, présumée être un abri de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM). C'est ce qu'ont avancé Joseph Bermudez, Victor Cha et d'autres chercheurs au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), un *think tank* américain, dans un rapport publié hier sur le site *Beyond Parallel*. Selon ce document, d'après l'analyse d'images satellites prises le 5 janvier et le 7 février, la base en question est toujours active et plusieurs changements y ont été identifiés par rapport aux images de mai 2019, à savoir l'achèvement de nouveaux bâtiments ou le démantèlement d'une partie des installations. Située à 63 kilomètres au nord-est de P'yongyang, la base de Yusang-ni a été gardée secrète par le royaume ermite. Mais son existence a été révélée dans un rapport du CSIS qui en a dévoilé les images satellites. À en croire le document, il s'agit d'une vingtaine de bases de missiles balistiques dont la Corée du Nord n'a pas reconnu officiellement l'existence. Il recommande que ces bases soient incluses dans les négociations nucléaires avec P'yongyang.

(KBS World Radio, le 19-02-2021)

En Turquie, entrée en service des hélicoptères Atak-2 dans l'armée de terre et à la Direction générale de la sûreté...

La livraison de la version 2 de l'hélicoptère *Atak*, développé par l'industrie de défense turque, a débuté. Le directeur de l'Industrie de défense de la présidence turque, Ismail Demir, a annoncé sur *Twitter* que les hélicoptères *Atak 2* équipés de détecteurs d'alerte laser et de systèmes de guerre électronique, ont commencé à être livrés à la Direction générale de la Sûreté et au Commandement des forces terrestres.

(La voix de la Turquie, le 17-02-2021)

Washington et Tel Aviv annoncent le début du développement du système antimissile Arrow 4...

L'Organisation israélienne de défense antimissile (OMI), rattachée au ministère de la Défense, et l'Agence américaine de défense antimissile (MDA) ont annoncé jeudi dans un communiqué avoir commencé à développer le système *Arrow 4*, destiné à intercepter des projectiles dans et en dehors de l'atmosphère. « L'establishment de la défense israélien est pleinement déterminé à améliorer ses capacités défensives et offensives contre les missiles balistiques qui menacent notre nation » a expliqué le ministre de la Défense Benny Gantz. « Le développement d'*Arrow 4* avec nos partenaires américains se traduira par un bond en avant technologique et opérationnel, nous préparant pour le champ de bataille futur et l'évolution des menaces au Moyen-Orient et au-delà » a-t-il ajouté. Le vice-amiral John Hill, directeur du MDA, a pour sa part expliqué que ce programme de coopération illustre

l'engagement des États-Unis à aider le gouvernement israélien à améliorer sa capacité de défense antimissile pour se défendre contre les menaces émergentes. « Le système antimissile *Arrow 4* aura des capacités de vol et d'interception sans précédent, assurant la sécurité de l'État d'Israël » a ajouté de son côté le chef de l'OMI, Moshe Patel.
(I24News, le 18-02-2021)

... CYBERESPACE ...

Des sites gouvernementaux birmans piratés par un groupe se présentant comme Les hackers de Birmanie...

Des cyberpirates ont pris pour cible ce matin des sites gouvernementaux gérés par la junte en Birmanie. Il s'agirait d'une sorte de manifestation sur le Web en protestation et en réponse aux coupures d'internet imposées par les autorités pour la quatrième nuit consécutive. Un groupe qui se présente comme Les hackers de Birmanie a revendiqué des cyberattaques sur les sites de la banque centrale, la page officielle de l'armée birmane, le site d'une chaîne de télévision publique, de l'autorité portuaire et même de l'Agence de sécurité alimentaire et sanitaire.

(Deutsche Welle, le 18-02-2021)

Trois hackers nord-coréens soupçonnés d'appartenir aux services de renseignement, poursuivis par la justice américaine...

Trois programmeurs informatiques nord-coréens sont poursuivis en justice aux États-Unis pour cyberattaques. La justice américaine les soupçonne de travailler pour les services de renseignement de Corée du Nord. Les trois hommes auraient tenté de voler ou obtenir par chantage plus de 1,3 milliard de dollars. Cet argent serait destiné à financer la politique du régime en place à P'yongyang, un régime qui emploierait plusieurs milliers de hackers à temps complet.

(Deutsche Welle, le 18-02-2021)

Aux États-Unis, le département de la Justice a inculpé hier trois hackers nord-coréens soupçonnés d'être les auteurs de cyberattaques d'envergure visant les institutions financières et les entreprises du monde entier. Selon le ministère américain, ces trois pirates ont dérobé de l'argent liquide et des cryptomonnaies pour un total de 1,3 milliard de dollars. Et un Américain d'origine canadienne, accusé de les avoir aidé à blanchir l'argent, a reconnu les faits. Les trois espions numériques, Park Jin-hyok, Jon Chang-hyok et Kim Il, appartiennent tous au Bureau général de reconnaissance, l'agence de renseignement nord-coréenne. Parmi eux, Park aurait été derrière plusieurs opérations visant notamment Sony Pictures en 2014 et des banques de différents pays, dont le Vietnam. Toujours selon le ministère, les hackers ont tenté de détruire le système bancaire via plusieurs logiciels malveillants qu'ils ont eux-mêmes créés.

(KBS World Radio, le 18-02-2021)

Une partie des services de Facebook bloqués en Australie...

Facebook bloque une partie de ses services en Australie. Le géant de l'internet réagit ainsi à un projet de loi sur les plateformes numériques. Facebook a bloqué ses contenus informatifs, ses services vidéos et les alertes catastrophes. Human Rights Watch dénonce une évolution inquiétante étant donné l'importance parfois vital de l'accès à ce type d'information, notamment en période de feux de forêts ou d'inondations comme en connaît chaque année l'Australie. Tout est parti du refus de Facebook de payer une taxe en faveur des médias australiens dont la plateforme reprend et diffuse des contenus sur internet.

(Deutsche Welle, le 18-02-2021)

Un plan pour renforcer la cybersécurité des services publics et des entreprises annoncé par le président français...

Le président français a annoncé un plan pour renforcer la cybersécurité des services publics, des entreprises et des particuliers. À l'horizon 2025 l'objectif est de tripler le chiffre d'affaires de la filière de la sécurité numérique pour le porter à 25 milliards d'euros et de doubler les effectifs pour atteindre près de 38 000 emplois. Les attaques numériques qui ont paralysé les hôpitaux de Dax et de Villefranche sur Saône ont été commises par des malfaiteurs qui ont exigé des rançons contre le retour du fonctionnement normal des systèmes informatiques dans les deux établissements. Le gouvernement français rappelle que les hôpitaux publics, comme toutes les administrations, ont pour strictes

consignes de ne jamais payer de rançons. Les autorités estiment que les deux hôpitaux en question ne retrouveront pas un fonctionnement normal avant plusieurs semaines. « On est confronté à un risque vital » déclare Emmanuel Macron. Les cyberattaques ont quadruplé l'an dernier en France et 11% d'entre elles visaient des hôpitaux. Le président souligne qu'en pleine pandémie ces attaques constituent une véritable crise dans la crise. La France va donc investir un milliard d'euros supplémentaire. Il s'agit d'accélérer les initiatives déjà engagées par le gouvernement pour renforcer la protection numérique des systèmes et des données. Emmanuel Macron annonce en particulier la création d'un observatoire permanent des établissements de santé pour coordonner les pratiques en matière de lutte contre les cyberattaques. Le plan qu'il a présenté prévoit aussi la création d'un campus cyber à Paris qui devrait rassembler plus de mille experts issus des secteurs publics et privés d'ici la fin de l'année.

(Radio Vatican, le 19-02-2021)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Israël en passe d'acquérir une nouvelle escadrille d'avions de combat F-35...

Le Comité ministériel pour les acquisitions militaires a approuvé mardi l'achat d'une nouvelle escadrille de chasseurs F-35, quatre avions ravitailleurs Boeing KC-46 et des missiles avancés, a rapporté le *Times of Israel*. L'armée avait demandé il y a trois ans à acquérir ce matériel, mais sa demande n'avait pas pu aboutir en raison de querelles politiques et de divergences concernant le budget. Ce même comité doit encore approuver l'achat de nouveaux avions de transport, qui doivent remplacer les hélicoptères Sikorsky CH-53. Alors que le ministère de la Santé hésitait entre deux modèles - des Boeing CH-47 *Chinook* et des Sikorsky CH-53K *Sea Stallion* - Benny Gantz a pour sa part demandé à l'armée de considérer l'acquisition de V-22, un appareil de transport hybride qui peut décoller et atterrir verticalement comme un hélicoptère et voler comme un avion. L'achat de ces appareils sera en partie financé avec les fonds de l'aide militaire américaine, précise le média, alors que Washington accorde chaque année 3,8 milliards de dollars (3,1 milliards d'euros) à l'État hébreu.

(I24News, le 17-02-2021)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30